

Rentrée politique du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée nationale

Raffermir la cohésion

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Aux yeux de nombreux observateurs, la rencontre de vendredi dernier était, entre autres, dictée par la nécessité de ressouder les rangs après les divergences survenues récemment.

Il est difficile de ne pas croire que la rentrée politique du groupe parlementaire du Parti démocratique gabonais (PDG), qui s'est déroulée, vendredi dernier, à l'hôtel Boulevard, n'était pas sous-tendue, entre autres, par la volonté de resserrer les rangs. Surtout qu'elle survient plusieurs jours après les dissonances enregistrées au sein de ce groupe, au plus fort de la crise ayant secoué récemment le sec-



Photo : F. M. MOMBO/L'Union

Le président du groupe parlementaire PDG, Martin Mabala Ma Mboulou, lors de son intervention...

teur de l'éducation dans notre pays. Notamment à la suite de l'adoption en Conseil des ministres, le 29 mars dernier, des nouvelles conditions d'attribution des bourses à l'entrée du supérieur. Des divergences somme toute normale en démocratie et qui, de l'avis d'un député du PDG, n'ont nullement ébranlé

l'unité et la cohésion de leur groupe parlementaire, fermement convaincu de la pertinence et de la nécessité d'appliquer les réformes indispensables au redressement économique de notre pays. Par conséquent, totalement à fond derrière le gouvernement, pour leur mise en œuvre. Du reste, dans son



Photo : F. M. MOMBO

...face à certains de ses membres présents à la rencontre.

intervention, le président du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée nationale, Martin Mabala Ma Mboulou, n'a pas manqué de placer la manifestation sous le sceau de l'unité en regardant dans la même direction. "Nous sommes ici, a-t-il avancé, tous des partisans du triptyque : Dialogue-Tolérance-Paix. Ce sont certes

des mots mais considérons-les comme des outils précieux pour le renforcement de notre vivre-ensemble, pour garantir la concorde, l'harmonie au sein de notre groupe qui se veut compact, solide et fort." Et Martin Mabala Ma Mboulou de poursuivre : "Nous devons nous serrer les coudes, en vue d'ap-

porter notre modeste contribution au développement de notre pays le Gabon et au bien-être du peuple gabonais tout entier que nous avons l'honneur et le privilège de représenter dignement à l'Assemblée nationale". Tout en remerciant "infiniment le distingué camarade président du PDG, Ali Bongo Ondimba, pour leur avoir donné l'opportunité d'être investis comme candidat, donc d'être des élus du PDG dans leurs sièges respectifs".

Dans tous les cas, le président du groupe parlementaire du PDG a décliné un programme d'activités qu'entend mener le groupe qu'il préside. Notamment les assemblées générales, les Journées parlementaires, les visites de terrain et les réunions de concertation par rapport à l'actualité.

Opposition dite "républicaine"/Rentrée politique de Démocratie nouvelle

Vers la mise en place de "Convergence 2023"

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Elle sera une plate-forme politique électorale, selon son initiateur, René Ndemezo'Obiang, qui entend rassembler les forces politiques et sociales du pays afin de se préparer aux échéances de 2023.

LES manifestations marquant la rentrée politique et le 3e anniversaire de Démocratie nouvelle (DN), débutées vendredi dernier au siège dudit parti, se sont achevées hier avec plusieurs initiatives prises. La principale reste, la mise en place de la plate-forme politique électorale "Convergence 2023".

La situation sociopolitique du moment justifie l'initiative prise par le Premier secrétaire de DN. Ce d'autant que, a indiqué René Ndemezo'Obiang, "prenant en considération les inquiétudes nombreuses et compréhensibles qui se manifestent actuellement au sein des populations gabonaises sur l'avenir de notre pays, le Gabon, je suggère que notre parti et l'ensemble des forces soucieuses de la paix, de la stabilité et de la sérénité de notre pays revisitent la Constitution gabonaise en vue de proposer la modification de certaines de ses dispositions actuelles". En clair, cette formation politique s'appesantit notamment sur la durée de l'intérim en cas, "d'empêchement définitif du président de la République". Et d'ajouter que, "la durée de l'intérim devrait s'étendre jusqu'à la fin du mandat présidentiel



Photo : F. M. MOMBO

DN a également célébré le 3e anniversaire de son existence.

en cours (...). Des élections présidentielles anticipées, probablement mal organisées parce que préparées à la hâte et dans la précipitation rendraient un très mauvais service au pays, en fragilisant un peu plus son faible tissu économique et social actuel". Tout en annonçant que cette suggestion sera transmise aux plus hautes autorités, DN propose également que la personnalité qui devra assurer l'intérim du président de la République, "ne peut se porter candidat à l'élection présidentielle, conformément aux dispositions de la Constitution, notamment en son article 13 nouveau".

Par ailleurs, ces journées de réflexion ont, en outre, été l'occasion de faire un bilan à mi-parcours de l'existence de DN. Et les questions relatives à l'évaluation de l'application partielle des actes du Dialogue d'Angondjé. Même si, selon René Ndemezo'Obiang et les siens, certaines recommandations de ce dialogue sont "devenues effectives et ont

été prises en compte lors des dernières élections", il reste que, plusieurs "manquements et lacunes" subsistent encore, notamment dans les articles 2,5,10,11,27,30,34,41 et 50 pour ne citer que ceux-là". Aussi, s'agissant de sa ligne politique, DN a dit demeurer fidèle à son esprit de "parti républicain, panafricaniste, patriotique et progressiste". Sur la situation du parti en général, des forces et faiblesses ont été décelées. Entre autres, le respect de l'approche genre, le mauvais casting en termes de choix de certains candidats aux élections, la mauvaise confection des listes aux locales, l'improvisation de certains candidats, l'absence de maîtrise de circonscriptions électorales par certains candidats, etc.

Au sortir de toutes ces réflexions, des recommandations ont été formulées. Sur la Constitution, DN propose entre autres, le redécoupage des sièges électoraux en impliquant les forces de l'opposition

qui ont pris part au Dialogue d'Angondjé, faire respecter l'article qui limite le rôle et l'implication des autorités locales dans

l'organisation de toutes les élections, désigner à parité les membres de l'opposition et la majorité au pouvoir dans les bureaux de

vote, limiter le rôle de la Cour constitutionnelle aux compétences prévues dans l'article 52 du protocole d'Angondjé, etc.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DE LA PROTECTION SOCIALE
ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

CABINET DU MINISTRE

N° _____/MPSSN/Cab



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RECRUTEMENT DES RESPONSABLES DES ORGANES DE GESTION DE LA PHASE PILOTE DU MECANISME DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE (FBP) POUR L'OPERATIONNALISATION DES DEPARTEMENTS SANITAIRES AU GABON

En vue de démarrer la phase pilote de l'opérationnalisation des départements sanitaires par le mécanisme du Financement Basé sur la Performance (FBP), le Ministère de la Santé, de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale recrute pour :

- La Cellule Technique Nationale (CTN), un (1) Coordonnateur et un (1) Coordonnateur adjoint ;
- La Caisse de Contractualisation et de Vérification (CCV), un (1) Manager.

Les candidats intéressés par ces postes peuvent obtenir des informations y relatives aux heures d'ouverture de bureaux (7h30mn -15h30mn) et à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre de la Santé, de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale
B.P. 50 Libreville
Gabon

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous pli fermés à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le 6 mai 2019 à 10 heures et portés expressément la mention :

« AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DES RESPONSABLES DES ORGANES DE GESTION DU MECANISME DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE (FBP) »